
Quatrième session, trentième Législature

Fourth Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 33

Bill No. 33

Loi sur les jurés

Jurors Act

Première lecture

First reading

M. LEVESQUE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

Projet de loi n° 33

Loi sur les jurés

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « cour »: la Cour supérieure exerçant sa juridiction en matière criminelle;

b) « district »: un district judiciaire;

c) « juge »: un juge de la Cour supérieure;

d) « liste des jurés »: la liste permanente des jurés dressée conformément à la présente loi;

e) « liste électorale »: la liste électorale dressée conformément à la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7);

f) « ministre »: le ministre de la justice;

g) « session »: une session de la cour; et par

h) « tableau »: le tableau des jurés.

SECTION II

QUALITÉS DES JURÉS

2. Pour être juré, une personne doit:

a) être de citoyenneté canadienne;

Bill No. 33

Jurors Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context indicates otherwise,

(a) "court" means the Superior Court exercising its jurisdiction in criminal matters;

(b) "district" means a judicial district;

(c) "judge" means a judge of the Superior Court;

(d) "jury list" means the permanent list of jurors drawn up in accordance with this act;

(e) "electoral list" means the electoral list drawn up in accordance with the Election Act (Revised Statutes, 1964, chapter 7);

(f) "Minister" means the Minister of Justice;

(g) "session" means a session of the court; and

(h) "panel" means the panel of jurors.

DIVISION II

QUALIFICATIONS OF JURORS

2. To qualify as a juror, a person must:

(a) be a Canadian citizen;

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi remplace la Loi des jurés.

La section I (article 1) énumère des définitions.

La section II (articles 2 à 5) détermine les qualités requises pour être juré.

La section III (articles 6 à 9) précise le mode de confection de la liste des jurés.

La section IV (articles 10 à 23) traite de la formation du tableau des jurés.

La section V (articles 24 à 39) fixe les modalités d'assignation des jurés.

La section VI (articles 40 à 44) prévoit des dispositions spéciales pour les territoires d'Abitibi, de Mistassini et du Nouveau-Québec.

Les sections VII et VIII (articles 45 à 55) contiennent des dispositions générales et finales.

EXPLANATORY NOTES

This bill replaces the Jury Act.

Division I (section 1) contains definitions.

Division II (sections 2 to 5) determines the qualifications required to be a juror.

Division III (sections 6 to 9) specifies the manner in which the jury list is drawn up.

Division IV (sections 10 to 23) deals with the formation of jury panels.

Division V (sections 24 to 39) fixes the terms and conditions of the summoning of jurors.

Division VI (sections 40 to 44) stipulates special provisions for the territories of Abitibi, Mistassini and Nouveau-Québec.

Divisions VII and VIII (sections 45 to 55) contain general and final provisions.

- b) être majeure; et
- c) être inscrite sur la liste électorale.

- (b) be of full age; and
- (c) be entered on the electoral list.

3. Est inhabile à être juré:

- a) une personne qui ne possède pas les qualités requises par l'article 2;
- b) un membre du Conseil Privé, du Sénat ou de la Chambre des communes du Canada;
- c) un membre du Conseil exécutif ou de l'Assemblée nationale;
- d) un officier de justice;
- e) un avocat ou un notaire en exercice;
- f) un agent de la paix;
- g) un pompier;
- h) une personne souffrant d'une déficience ou d'une maladie mentale;
- i) une personne qui ne parle pas couramment le français ou l'anglais, sous réserve des articles 29 et 44; ou
- j) une personne sous le coup d'une accusation pour un acte criminel ou qui en a été trouvée coupable.

3. The following persons are disqualified from serving as jurors:

- (a) persons not qualified as required by section 2;
- (b) members of the Privy Council, of the Senate or of the House of Commons of Canada;
- (c) members of the Executive Council or of the National Assembly;
- (d) officers of the court;
- (e) practising advocates or notaries;
- (f) peace officers;
- (g) firemen;
- (h) persons afflicted with a mental illness or deficiency;
- (i) persons who do not speak French or English fluently, subject to sections 29 and 44; and
- (j) persons charged with or convicted of a criminal act.

4. Peut être exempté de servir comme juré:

- a) un ministre du culte;
- b) un fonctionnaire qui participe à l'administration de la justice;
- c) une personne âgée de soixante-cinq ans et plus;
- d) un membre des forces régulières canadiennes au sens de la Loi sur la défense nationale (Statuts du Canada);
- e) pour les cinq années qui suivent, une personne qui a agi ou a été retenue pour agir comme juré;
- f) une personne atteinte d'une infirmité;
- g) une personne dont la santé ou les charges domestiques ne lui permettent pas d'être juré; ou
- h) si l'intérêt public le permet, une personne qui a un motif raisonnable d'obtenir une exemption pour une cause non prévue par les paragraphes précédents.

4. The following persons may be exempted from serving as jurors:

- (a) ministers of the cult;
- (b) functionaries engaged in the administration of justice;
- (c) persons sixty-five years of age or over;
- (d) members of the Canadian regular forces within the meaning of the National Defence Act (Statutes of Canada);
- (e) for five years thereafter, persons who have served or have been retained for service as jurors;
- (f) persons afflicted with an infirmity;
- (g) persons whose health or domestic obligations are incompatible with serving on a jury; and
- (h) if the public interest allows it, persons having reasonable cause for exemption on a ground not provided for in the preceding paragraphs.

5. Est également inhabile ou, selon le cas, peut être exempté de servir comme juré le conjoint d'une personne mentionnée aux paragraphes *b*, *c*, *d*, *e*, *f* ou *j* de l'article 3 ou aux paragraphes *b* ou *c* de l'article 4.

5. The consort of a person referred to in paragraph *b*, *c*, *d*, *e*, *f* or *j* of section 3 or in paragraph *b* or *c* of section 4 is also disqualified or, as the case may be, exempted from serving as a juror.

SECTION III

LISTE DE JURÉS

6. Le shérif doit, au cours du mois de septembre de chaque année, préparer une liste des municipalités comprises dans son district.

Aussitôt la liste terminée, il doit transmettre au président d'élection du district électoral compris en tout ou en partie dans le district judiciaire un exemplaire de la liste des municipalités comprises dans le territoire de tel district électoral.

7. Le shérif doit, pour l'instruction des procès par jury dans son district, préparer une liste des jurés à même les exemplaires des listes électorales qui lui sont envoyés annuellement par le président d'élection en vertu de la Loi électorale.

8. Dès la réception des exemplaires des listes électorales, le shérif doit approuver les exemplaires suivant la formule prescrite par le ministre et classer ces derniers à la suite les uns des autres.

9. À compter de leur approbation par le shérif, les listes électorales constituent la liste des jurés et celle-ci reste en vigueur dans le district jusqu'à l'approbation des prochaines listes électorales.

SECTION IV

TABLEAU DES JURÉS

10. Le shérif ou son adjoint dresse un tableau chaque fois qu'il est tenu d'assigner un jury.

11. Pour la confection du tableau, le shérif peut requérir l'assistance du personnel du greffe.

12. Le juge détermine la composition du jury.

13. Un jury est unilingue ou mixte.

Un jury unilingue français est formé exclusivement de francophones et un jury unilingue anglais d'anglophones.

DIVISION III

JURY LIST

6. The sheriff shall each year, during the month of September, prepare a list of the municipalities comprised in his district.

Upon completing the list, he shall forward, to the returning-officer of the electoral district comprised wholly or in part in the judicial district, a copy of the list of the municipalities comprised in the territory of such electoral district.

7. For the conduct of jury trials in his district, the sheriff shall prepare a jury list from the copies of the electoral lists sent to him annually by the returning-officer in pursuance of the Election Act.

8. Upon receiving the copies of the electoral lists, the sheriff shall approve the copies in accordance with the form prescribed by the Minister and file them in order.

9. From their approval by the sheriff, the electoral lists constitute the jury list and such list remains in force in the district until the next electoral lists are approved.

DIVISION IV

PANEL OF JURORS

10. The sheriff or his deputy shall draw up a panel whenever he is required to summon a jury.

11. To form the panel, the sheriff may demand the assistance of the personnel of the office of the court.

12. The judge determines the composition of the jury.

13. Juries are unilingual or mixed.

A French unilingual jury is composed exclusively of French-speaking persons and an English unilingual jury, of English-speaking persons.

Un jury mixte est formé pour moitié de francophones et d'anglophones.

A mixed jury is composed of French-speaking and English-speaking persons in equal proportions.

14. Le tableau doit contenir cent cinquante inscriptions.

14. The panel must contain one hundred and fifty entries.

Le shérif peut toutefois, si les circonstances l'exigent, prévoir un nombre différent.

The sheriff may however, if circumstances require it, provide a different number.

15. Le tableau est formé des personnes choisies en la manière prévue par les articles 16 à 19.

15. The panel is formed of the persons chosen in the manner provided in sections 16 to 19.

16. En présence du greffier de la couronne ou de son adjoint, le shérif dépose et mélange dans une boîte trois cents cartes de dimension uniforme numérotées consécutivement de un à trois cents.

16. In the presence of the clerk of the Crown or his deputy, the sheriff shall place in a box and mix three hundred cards of the same size, numbered consecutively from one to three hundred.

Il tire ensuite de cette boîte l'une de ces cartes, en vérifie le numéro et l'écarte de la boîte.

He shall then draw one of such cards from the box, note the number thereof and set it aside from the box;

Il repère, pour chaque section de vote de chaque liste électorale qui compose la liste des jurés, les noms des personnes dont le numéro correspond à celui qu'il a tiré de la boîte et inscrit chaque nom sur une carte.

He shall, for each polling subdivision of each of the electoral lists constituting the jury list, select the name of the person whose number corresponds to that drawn from the box and inscribe each name on a card.

17. Si le nombre des noms repérés par un premier tirage n'est pas supérieur au nombre prévu par l'article 14, le shérif tire une deuxième carte, en vérifie le numéro et l'écarte de la boîte. Il recommence alors l'opération visée dans le troisième alinéa de l'article 16.

17. Where the number of names selected on the first drawing is not greater than the number provided in section 14, the sheriff shall draw a second card, note the number thereof and set it aside from the box. He shall then repeat the operation described in the third paragraph of section 16.

Il continue ces opérations jusqu'à ce qu'il atteigne un nombre supérieur à celui prévu par l'article 14 par l'épuisement des noms correspondant au dernier numéro tiré. Toutefois, il peut, à partir du deuxième tirage, arrêter de repérer les noms si le nombre supérieur atteint est au moins égal au nombre de sections de vote dans le district.

He shall repeat such operations until a greater number than that provided in section 14 is reached, and all the names corresponding to the last number drawn have been selected. However, he may, from the second drawing, stop selecting names if the number reached is at least equal to the number of polling subdivisions in the district.

18. Au fur et à mesure que le shérif inscrit sur les cartes les noms repérés, il dépose et mélange ces cartes dans deux boîtes devant contenir, pour l'une, les noms et prénoms des personnes qu'il estime parler le français et, pour l'autre, les noms et prénoms des personnes qu'il estime parler l'anglais.

18. As the sheriff proceeds to inscribe the selected names on the cards, he shall place and mix them in two boxes, one for the surnames and given names of persons he considers to be French-speaking and the other for the surnames and given names of persons he considers to be English-speaking.

19. Pour la formation d'un tableau unilingue, le shérif tire de la boîte appropriée le nombre de cartes requises en éliminant au fur et à mesure les personnes qu'il a un motif raisonnable de croire inhabiles à servir comme juré, absentes du district ou décédées.

Pour la formation d'un tableau mixte, le shérif tire les cartes alternativement des deux boîtes.

20. Le shérif inscrit sur le tableau les noms ainsi tirés et rédige et signe le procès-verbal.

Le tableau et le procès-verbal sont faits suivant la formule prescrite par le ministre.

21. Dès que le tableau est dressé, le shérif appose des scellés sur les boîtes suivant l'article 906 du Code de procédure civile.

Les scellés sont levés à la fin de la session, sous réserve de l'article 36.

22. Dans un district judiciaire qui requiert plusieurs tableaux, le shérif procède à la formation des tableaux par un seul tirage au sort effectué conformément aux articles 16 à 20.

Il inscrit le premier nom qu'il tire sur le premier tableau, le second sur le deuxième tableau et ainsi de suite jusqu'au dernier tableau; il continue l'opération jusqu'à ce qu'il atteigne le nombre voulu pour l'ensemble des tableaux.

23. À l'ouverture de la session, le shérif dépose au bureau du greffier de la couronne le tableau et le procès-verbal.

SECTION V

ASSIGNATION DES JURÉS

24. Le shérif assigne les jurés par sommation au moins trente jours avant la date d'ouverture de la session.

25. La signification se fait par l'envoi de la sommation à son destinataire, à la dernière adresse connue de sa résidence ou de sa place d'affaires, par courrier recommandé ou certifié, avec avis de réception ou de livraison.

19. To form an unilingual panel, the sheriff shall draw the required number of cards from the appropriate box, eliminating in the process the persons whom he has reasonable cause to believe to be disqualified to serve as jurors, absent from the district or deceased.

To form a mixed panel, the sheriff shall draw the cards from the two boxes alternately.

20. The sheriff shall enter the names thus drawn on the panel, draw up the minutes and sign them.

The panel and the minutes shall be drawn up in the form prescribed by the Minister.

21. As soon as the panel is drawn up, the sheriff shall affix seals on the boxes in conformity with article 906 of the Code of Civil Procedure.

The seals shall be removed at the end of the session, subject to section 36.

22. In a judicial district requiring more than one panel, the sheriff shall proceed to form the panels by carrying out a single drawing in accordance with sections 16 to 20.

He shall enter the first name drawn on the first panel, the second name on the second panel and so on to the last panel; he shall continue the operation until the required number for all the panels is reached.

23. At the opening of the session, the sheriff shall file the panel and the minutes in the office of the clerk of the Crown.

DIVISION V

SUMMONING OF JURORS

24. The sheriff shall summon the jurors not less than thirty days before the opening date of the session.

25. Service is made by sending the summons to the person for whom it is intended, at his last known residential or business address, by registered or certified mail, with an acknowledgment of receipt or a notice of delivery.

Cette signification est réputée avoir été faite, au cas de courrier recommandé, à la date de la signature de l'avis de réception par le destinataire ou par une personne raisonnable qui habite sa résidence ou qui a la garde de sa place d'affaires ou, au cas de courrier certifié, à la date de l'avis de livraison.

26. La sommation indique la date et l'heure de la comparution.

27. La sommation doit également être accompagnée d'une reproduction des articles 2 à 5 et d'une formule prescrite par le ministre, à l'usage du destinataire, pour lui permettre de faire valoir une exemption ou une inhabilité.

28. La personne assignée peut, si elle a un motif d'exemption, et doit, si elle est inhabile, demander d'être exemptée ou d'être déclarée inhabile. Elle remplit à cette fin la formule prévue par l'article 27 et la signifie au shérif, dans les vingt jours de la signification de la sommation, par courrier recommandé ou certifié.

Elle doit appuyer sa demande d'une déclaration assermentée.

29. Si dans un district qui requiert plusieurs tableaux, une demande concernant une inhabilité est basée sur le motif qu'un francophone qui ne parle pas couramment l'anglais a été assigné pour la formation d'un tableau unilingue anglais ou inversement, le juge ou le shérif peut en tout temps inscrire ce francophone sur un tableau unilingue français ou inversement.

30. Le shérif statue sur la demande visée dans l'article 28 et doit, dans les plus brefs délais, signifier sa décision à la personne concernée, par courrier recommandé ou certifié.

31. Si les circonstances l'exigent, le shérif peut utiliser un mode de signification autre que celui prévu par les articles 25 ou 30 ou autoriser un mode autre que celui prévu par l'article 28.

Such service is deemed to have been made on the date on which the acknowledgment of receipt was signed by the person for whom it is intended or any reasonable person living at his residence or in charge of his place of business, in the case of registered mail, or on the date of the notice of delivery in the case of certified mail.

26. The summons must indicate the date and time at which the person summoned is to appear.

27. The summons must also be accompanied with a reproduction of sections 2 to 5 and a form prescribed by the Minister, for the use of the person summoned, to enable him to claim an exemption or to invoke his disqualification.

28. The person summoned may, if he has a ground for exemption, and must, if disqualified, apply for exemption or to be declared disqualified. He shall fill out for such purpose the form provided for in section 27 and serve it upon the sheriff by registered or certified mail within twenty days of the service of the summons.

The application must be supported by affidavit.

29. If, in a district requiring several panels, an application concerning disqualification is based on the ground that a French-speaking person who does not speak English fluently has been summoned for enrolment on an unilingual English panel, or the converse, the judge or the sheriff may at any time enter such French-speaking person on an unilingual French panel, or the converse.

30. The sheriff rules on the application contemplated in section 28 and must, with the least possible delay, serve his decision upon the interested person by registered or certified mail.

31. If circumstances so require, the sheriff may use a mode of service other than that provided for in section 25 or 30 or authorize a mode other than that provided for in section 28.

32. La personne assignée qui ne fait pas la demande dans le délai prévu ou qui n'a pas été exemptée ou déclarée inhabile doit comparaître au temps fixé dans la sommation.

33. La personne assignée qui ne s'est pas prévalu de l'article 28 peut, avant son assermentation, faire la demande prévue par ledit article en s'adressant au juge.

34. La personne assignée dont la demande a été refusée par le shérif peut, avant son assermentation, faire réviser la décision par le juge.

35. Après avoir statué sur les demandes prévues par l'article 28, le shérif additionne celles qui ont été accordées et les assignations qui n'ont pu être signifiées.

36. Si le shérif estime alors que le nombre de personnes inscrites sur un tableau est insuffisant pour la session, il ajoute un nombre additionnel de jurés en recommençant ou en poursuivant le tirage, conformément aux articles 16 à 20.

Le juge peut également, pendant une session, ordonner l'assignation d'un juré additionnel ou ordonner au shérif de dresser un autre tableau en suivant les formalités des articles 16 à 20 après la levée des scellés le cas échéant.

37. Les dispositions de la présente loi concernant les jurés s'appliquent aux jurés additionnels sauf que le délai d'assignation de ces derniers est de huit jours.

38. Le tableau déposé au bureau du greffier de la couronne doit indiquer, en regard de chaque nom concerné, la décision rendue sur une demande d'exemption ou une demande concernant une inhabilité.

39. Lorsqu'un jury est formé, la cour peut libérer le juré qui n'a pas été choisi ou lui ordonner d'être présent à une date ultérieure durant la même session.

32. If the person summoned does not make the application within the prescribed delay, or has not been exempted or declared disqualified, he must appear at the time fixed in the summons.

33. If the person summoned has not availed himself of section 28, he may, before taking the oath, make the application provided for in the said section to the judge.

34. If the application of the person summoned has been refused by the sheriff, such person may, before taking the oath, have the decision reviewed by the judge.

35. After ruling on the applications provided for in section 28, the sheriff shall total up the applications accepted and the summons that could not be served.

36. If the sheriff then considers the number of persons entered on the panel insufficient for the session, he shall add to the number of jurors by repeating or continuing the drawing in accordance with sections 16 to 20.

The judge may also during a session order the summoning of an additional juror or order the sheriff to draw up another panel in accordance with the formalities set out in sections 16 to 20, after the removal of the seals, if necessary.

37. The provisions of this act respecting jurors apply to additional jurors except that the delay for summoning them is eight days.

38. The panel filed in the office of the clerk of the Crown shall indicate, with regard to each name concerned, the decision rendered on an application for exemption or an application respecting a disqualification.

39. Once the jury is formed, the court may release any juror who has not been chosen or order him to attend at a later date in the same session.

SECTION VI

DISPOSITIONS SPÉCIALES POUR LES TERRITOIRES
D'ABITIBI, DE MISTASSINI ET DU
NOUVEAU-QUÉBEC DANS LE DISTRICT
JUDICIAIRE D'ABITIBI

40. La présente loi s'applique aux territoires d'Abitibi, de Mistassini et du Nouveau-Québec dans le district judiciaire d'Abitibi, sous réserve des articles suivants.

41. Pour préparer la liste des jurés et pour former le tableau, le shérif peut utiliser, sur autorisation du juge et suivant les modalités et les conditions prescrites par le juge, le rôle d'évaluation municipale, la liste de bande confectionnée selon la Loi sur les Indiens (Statuts du Canada) ou le registre de la population du ministère des affaires sociales.

42. À défaut de trouver un nombre suffisant de jurés pour former un tableau, le shérif, sur autorisation du juge, peut désigner un citoyen canadien majeur et résidant dans le district.

43. Le shérif peut assigner les jurés de la manière qu'il juge la plus appropriée.

44. Un Indien ou un Inuk, même s'il ne parle pas couramment le français ou l'anglais, peut servir comme juré si l'accusé est un Indien ou un Inuk.

SECTION VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

45. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement:

- a) déterminer les indemnités et les allocations des jurés; et
- b) fixer le tarif d'honoraires pour l'assignation des jurés.

Ce règlement est publié dans la *Gazette officielle du Québec*; il entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

46. Nul ne doit communiquer à quiconque le tableau ou les nom et prénom

DIVISION VI

SPECIAL PROVISIONS FOR THE TERRITORIES
OF ABITIBI, MISTASSINI AND NOUVEAU-QUÉBEC
IN THE JUDICIAL DISTRICT OF ABITIBI

40. This act applies to the territories of Abitibi, Mistassini and Nouveau-Québec in the judicial district of Abitibi, subject to the following sections.

41. To prepare the jury list and to form the panel, the sheriff may, with the authorization of the judge and in accordance with the terms and conditions prescribed by the judge, use the municipal valuation roll, the Band List drawn up in accordance with the Indian Act (Statutes of Canada) or the population register of the Department of Social Affairs.

42. If the sheriff fails to find a sufficient number of jurors to form a panel, he may with the authorization of the judge designate a Canadian citizen of full age residing in the district.

43. The sheriff may summon the jurors in the manner he deems most appropriate.

44. An Indian or an Inuk, even though he does not speak French or English fluently, may serve as a juror if the accused is an Indian or an Inuk.

DIVISION VII

GENERAL PROVISIONS

45. The Lieutenant-Governor in Council may by regulation:

- (a) determine the indemnities and allowances of jurors; and
- (b) fix the tariff of fees for summoning jurors.

Such regulation shall be published in the *Gazette officielle du Québec*; it shall come into force on the date of its publication or on any later date fixed therein.

46. No person shall communicate to any person the panel or the surname and

d'une personne inscrite sur ce tableau avant que celui-ci ne soit déposé au bureau du greffier de la couronne.

47. Quiconque contrevient à l'une des dispositions de la présente loi commet une infraction.

48. Les poursuites sont prises suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

49. Une formule prescrite par le ministre en vertu de la présente loi entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est indiquée.

SECTION VIII

DISPOSITIONS FINALES

50. L'article 75*b* de la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7), édicté par l'article 25 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 18 du chapitre 8 des lois de 1975, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Il doit également et aux mêmes conditions transmettre au shérif du district judiciaire compris en tout ou en partie dans le district électoral un exemplaire de chaque liste électorale des municipalités visées dans l'article 6 de la Loi sur les jurés (1976, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*). »

51. L'article 113*c* de ladite loi, édicté par l'article 41 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 36 du chapitre 8 des lois de 1975 est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Il doit également et aux mêmes conditions transmettre au shérif du district judiciaire compris en tout ou en partie dans le district électoral un exemplaire de chaque liste électorale des municipalités visées dans l'article 6 de la Loi sur les jurés (1976, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*). »

given name of any person entered on such panel before it is filed in the office of the clerk of the Crown.

47. Every person who contravenes any provision of this act is guilty of an offence.

48. Proceedings are instituted in accordance with the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) by the Attorney-General or by a person generally or specially authorized by him in writing for such purpose.

49. Any form prescribed by the Minister under this act comes into force on the day of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date fixed therein.

DIVISION VIII

FINAL PROVISIONS

50. Section 75*b* of the Election Act (Revised Statutes, 1964, chapter 7), enacted by section 25 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 18 of chapter 8 of the statutes of 1975, is amended by adding the following paragraph :

"He shall also and on the same conditions send to the sheriff of the judicial district comprised in whole or in part in the electoral district a duplicate of each electoral list of the municipalities contemplated in section 6 of the Jurors Act (1976, chapter *insert here the chapter number of this bill*)."

51. Section 113*c* of the said act, enacted by section 41 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 36 of chapter 8 of the statutes of 1975, is amended by adding the following paragraph :

"He shall also and on the same conditions send to the sheriff of the judicial district comprised in whole or in part in the electoral district a duplicate of each electoral list of the municipalities contemplated in section 6 of the Jurors Act (1976, chapter *insert here the chapter number of this bill*)."

52. La présente loi remplace la Loi des jurés (Statuts refondus, 1964, chapitre 26).

53. Les articles 2, 3, 5, 13, 18, 29, 36 et la section VI de la présente loi ont effet malgré la Charte des droits et libertés de la personne (1975, chapitre 6).

54. Le ministre de la justice est chargé de l'application de la présente loi.

55. La présente entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

52. This act replaces the Jury Act (Revised Statutes, 1964, chapter 26).

53. Sections 2, 3, 5, 13, 18, 29 and 36 and Division VI of this act have effect notwithstanding the Charter of human rights and freedoms (1975, chapter 6).

54. The Minister of Justice is entrusted with the application of this act.

55. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.